

PAR LES LUTTES COMME DANS LES ELECTIONS, DITES VOTRE COLERE, VOS EXIGENCES PAS QUESTION DE PAYER LEUR CRISE !

Tract édité par les comités NPA de l'Eure – Mai 2009

Les manifestations du Premier Mai ont été un large succès. Partout, dans tout le pays, des centaines de milliers de travailleurs du privé et du public, de chômeurs, de précaires, de licenciés, de jeunes sont descendus dans la rue pour dire leur colère, leur exaspération, pour dire qu'ils ne voulaient pas payer la crise dont seul le patronat, les financiers et l'Etat sont responsables.

La révolte et la colère continue de se manifester dans les usines victimes de licenciements, dans les hôpitaux ou les universités, chez les électriciens et gaziers... Parmi les gardiens de prison aussi, excédés par la dégradation des conditions carcérales dont ils sont eux-mêmes les victimes. Les prisons craquent, c'est toute la société qui craque sous la pression de la politique des classes dominantes.

L'ARROGANCE ET LE MEPRIS DU GOUVERNEMENT ET DES PATRONS

Au lendemain du Premier mai, le ministre du travail, Hortefeux, a parlé d'un « témoignage de l'inquiétude qui est compréhensible dans le contexte de crise économique mondiale. Pour y répondre, le gouvernement est attentif, réactif et pragmatique. Nous sommes entièrement mobilisés aux côtés des français ». Quel baratin creux et hypocrite !

Les seules mesures prises par le gouvernement ne visent qu'à aider ses amis les privilégiés. Pour les travailleurs, les chômeurs, les licenciés, que des mauvais coups !



Derrière ce baratin, qui vise à donner des arguments aux directions syndicales qui veulent à tout prix éviter l'affrontement avec le pouvoir, il n'y a une offensive en règle pour faire payer la crise à la population. Face à cette offensive, les travailleurs et leurs organisations n'ont pas à craindre l'affrontement avec le pouvoir, il est inévitable, il faut le préparer et avancer nos propres exigences. Oui, les licenciements sont intolérables ! Il faut les interdire, partager le travail entre toutes et tous, sans perte de salaire. Il faut la garantie d'un travail et d'un revenu qui ne soit pas inférieur à 1500 euros net. Il faut une revalorisation générale des salaires, des pensions de 300 euros net.

APPROFONDIR LA MOBILISATION, SUR TOUS LES TERRAINS

Au lendemain de ce Premier Mai, les directions syndicales viennent, une nouvelle fois, de se dérober en refusant d'appeler à la préparation d'un mouvement d'ensemble pour imposer les exigences du monde du travail. Elles ont appelé à deux nouvelles journées d'action, sans perspectives et sans réels objectifs. Elles voudraient enterrer les mobilisations qu'elles ne s'y prendraient pas autrement... Mais elles n'y parviendront pas. Bien au contraire, face à l'accroissement de l'offensive patronale, notre mouvement va s'approfondir, se regrouper autour de ses exigences fondamentales. Dans chaque lutte, dans nos syndicats, associations, partis, il nous faut discuter du programme et du plan d'action dont nous avons besoins pour aider aux convergences afin de faire payer leur crise aux financiers et aux riches. Dans la campagne électorale qui commence pour les élections européennes du 7 juin aussi. Le NPA d'Olivier Besancenot participe à ce combat. Ce sera cette perspective et ces idées que ses candidats aux élections européennes défendront.

Le 05/05/09

Pour prendre contact avec le NPA de l'Eure

Nom, prénom : Tél. :
Adresse : E Mail :
NPA 27, G. Prévost - 43, rue Saint - Jean 27400 Louviers - Tél. 06 88 16 08 65 - npa-27@hotmail.fr - Site : bulletindestravailleursover-blog.com

DANS LA VALLEE DE L'ANDELLE, COMME AILLEURS, REFUSONS DE PAYER LEUR CRISE !

30 emplois supprimés chez Milton Roy à Pont St Pierre. Là comme ailleurs, la direction des Ressources dites « Humaines », envisage, pour soit disant « remédier à la préoccupante situation du site », de « réduire la structure afin de gagner en compétitivité et en résultats ». Ce qui signifie en clair faire payer aux travailleurs les lois d'une économie qui ne vise que le profit de quelques uns : les actionnaires.

Les travailleurs qui subissent les attaques permanentes du capitalisme et de ses laquais, doivent plus que jamais s'unir et faire converger les luttes, menées localement, pour défendre l'emploi et refuser de payer la crise. Pour cela, dès maintenant préparons Tous ensemble, une grande marche sur Paris, contre les licenciements ! C'est ce que propose le NPA.

FEMMES EN LUTTE A KABOUL

Le 15 avril, bravant l'hostilité des contre-manifestants intégristes, plusieurs centaines de femmes afghanes ont manifesté contre la nouvelle loi familiale interdisant aux femmes de s'absenter du domicile conjugal sans le consentement du mari, d'obtenir la garde des enfants, d'hériter des biens du mari après son décès.. Cette loi stipule également : « une épouse est tenue de satisfaire les désirs sexuels de son mari », ouvrant la voie à la législation du viol conjugal.

Autant de dispositions ultraréactionnaires qui ne sont pas le fait des talibans, car c'est le Parlement afghan qui les a adoptées à l'instigation du président Hamid Karzai, celui-là même que les Etats-Unis et leurs alliés ont porté au pouvoir. Nouvelle démonstration de l'hypocrisie complète de tous ceux qui justifient l'intervention impérialiste au nom de la démocratie, des droits de l'homme et, plus particulièrement, des droit des femmes. Malheureusement, ces droits sont systématiquement foulés aux pieds par les talibans comme par les différents pouvoirs pro-occidentaux.

PLAN JEUNES : AU BONHEUR DES LICENCIERS

Le chômage des jeunes a augmenté de 32 % en un an, Sarkozy a donc sorti son « plan jeunes » : 1,3 milliard d'euros dont la majeure partie (700 millions) ira directement dans la poche des patrons au gré d'embauches sous contrats précaires (en alternance ou stagiaires).

Un beau cadeau salué par la présidente du MEDEF. Mais les grandes entreprises sont surtout

occupées à licencier. Et tant que les licenciements ne seront pas interdits, le chômage frappera les jeunes et les autres travailleurs.

SM... HIC !

Pas de coup de pouce au Smic cette année, promet Hortefeux, seulement la revalorisation automatique, qui s'annonce minable. Et celui-ci d'argumenter qu'il ne faudrait pas un « tassement » de la grille des salaires, c'est-à-dire que les plus bas rejoignent les salaires à peine moins misérables.

On distribue des milliards aux banques et aux entreprises. Mais que quelques dizaines d'euros de rallonge puissent se retrouver dans la poche des travailleurs, nos dirigeants attrapent le hoquet rien que d'y penser.

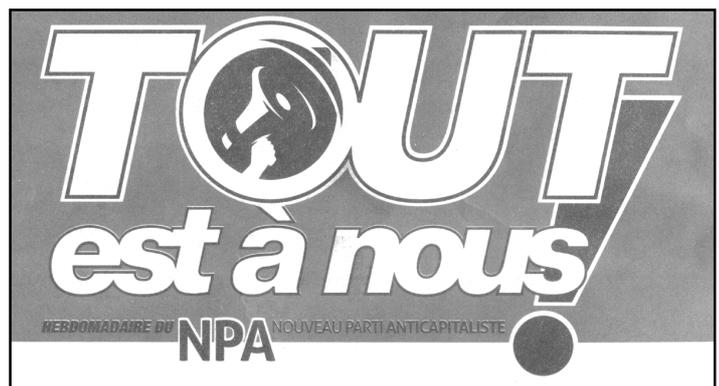
« LE ROI DE LA JUNGLE » PUE !

Éric Besson était dernièrement à Calais : le gouvernement veut faire place nette et chasser les migrants. Après la fermeture du centre de Sangatte en 2003, ils survivent déjà dans des conditions plus précaires encore. Plusieurs centaines d'entre eux se sont réfugiés dans la « jungle », un bois transformé en véritable bidonville.

« Nicolas Sarkozy enfile le costume de Le Pen », écrivait en 2007 un certain Éric Besson, alors au PS. Visiblement ce costume n'est pas trop large pour lui. A l'heure où les capitaux eux circulent librement à travers le monde, ce n'est pas aux victimes de la crise du capitalisme, fuyant la guerre, cherchant désespérément une solution, qu'il faut s'en prendre mais aux responsables de la crise.

LES VOILA LES VRAIS ASSISTES !

La banque franco-belge Dexia sauvée de la faillite en septembre 2008 par les États à hauteur de 6,4 milliards d'euros, compte supprimer 900 postes (dont 250 en France). Son PDG a touché 825 000 € de bonus et la banque a versé quelques 8 millions d'euros de primes à une centaine de dirigeants français. S'enrichir sur le dos des contribuables et des salariés, pour mieux licencier ensuite... C'est la crise ou le fonctionnement normal du capitalisme ?



Sites de campagne : npa-europeennes2009.org